

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 11/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD)

801 RUE DE LA RIVE
ZI la Peronniere
42320 La Grand-Croix

Références : 20230412_UIDLHL_EAR_138_RAP
Code AIOT : 0006103351

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD) implanté 801 RUE DE LA RIVE ZI la Peronniere 42320 La Grand-Croix. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD)
- 801 RUE DE LA RIVE ZI la Peronniere 42320 La Grand-Croix
- Code AIOT : 0006103351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Galva Zinq à La Grand-Croix est spécialisé dans les bains de galvanisation et dégalvanisation via des produits chargés en zinc.

Le site, comme les autres sites FRANCE GALVA, a été acheté en 2022 par le groupe allemand ZINQ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu. Mis à part les baignoires, il y a très peu de matières dangereuses sur le site. Seul l'affichage des compatibilités entre produits sera à mettre à jour avec les pictogrammes du règlement CE n°1272/2008.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de la présente visite, l'étiquetage des GRV contenant du Zincarev D11 AE avait un pictogramme en moins que celui de la FDS (fiche de données de sécurité). En effet, sur les deux pictogrammes (corrosif et dangereux pour la santé), seul le corrosif était présent sur le GRV. Selon le guide sur l'étiquetage et l'emballage conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 (Version 4.0 de Mars 2019), en ce qui concerne les dangers pour la santé, si l'étiquette porte le pictogramme GHS05 (corrosion), alors GHS07 (point d'exclamation) ne doit pas être utilisé pour une irritation cutanée ou une irritation oculaire, mais peut toujours être utilisé pour d'autres dangers. L'étiquetage du GRV est donc conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
Constats : Par sondage via l'état des stocks, la FDS du Zincarev D11 AE a été demandé. Cette FDS a été révisée le 22/11/2022, est écrite en français et comporte les 16 rubriques conformément aux prescriptions de l'annexe II du règlement REACH. <p>Sur site, au droit de la zone de stockage du Zincarev, la FDS est disponible auprès du personnel sous format papier. L'inspection a constaté que les FDS des produits dangereux sont accrochées aux bacs de rétention. Ces FDS au format papier, sont protégées dans une housse en plastique.</p> <p>En se basant sur les informations disponibles dans la FDS du Zincarev, l'inspection a constaté que les préconisations en termes de conditions de stockage et de moyens d'intervention sont respectées.</p> <p>De manière générale, l'exploitant a accès aux FDS via une GPAO qui se décline par domaine. Le domaine QSE a un onglet FDS.</p> <p>L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés auprès de fournisseurs pour avoir des FDS postérieures à 2019. ⇒ L'inspection invite l'exploitant à relancer les fournisseurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un recensement de 11 réservoirs/récipients associés à 11 rétentions. L'exploitant indique avoir une rétention de 50 % de la capacité totale des réservoirs/récipients associés. Sur ce recensement, les 50 % des réservoirs/récipients représentent un volume de 675 m³. Sur le site, les 11 rétentions ont un volume de 718 m³.</p> <p>Chaque produit est stocké individuellement à une rétention. Chaque rétention est numérotée.</p> <p>En cas d'épanchement, la zone de dépotage est reliée à la rétention présente sous les bacs.</p> <p>Tous les produits sont stockés à l'intérieur sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Les GRV sont stockés sur des bacs de rétention métalliques. La zone de dépotage et des trois silos est imperméabilisée par une peinture résinée. Le revêtement a été refait en 2020 pour résister aux acides. La zone des bails est équipée d'une rétention en béton. L'ensemble des rétentions est en bon état général.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : Chaque produit est stocké individuellement à une rétention.</p> <p>Des affiches de compatibilité entre produits sont encore avec les anciens pictogrammes de dangers. ⇒ Ces affiches seront à mettre à jour dans les plus brefs délais.</p> <p>Les trois silos sont équipés d'une jauge (hauteur de remplissage) qui permet de voir le niveau de remplissage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks en temps réel. Cet état des stocks est réalisé à l'aide d'une GPAO (qui bascule sous Divalto du fait du rachat du site par Galva Zinq). Quand l'exploitant fait un ajout, le produit est sorti du stock physiquement et informatiquement. L'état des stocks est recalé par une vérification mensuelle. L'inventaire en fin de mois permet de valoriser financièrement les stocks (matières premières et bains usés).</p> <p>Cet état des stocks contient bien les matières non dangereuses (câbles de levage, outillage, variateurs, etc.) et les matières dangereuses, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un total de 11 tonnes d'acides usés chargés en fer ou zinc sous forme d'égouttures de flux, - 17,4 tonnes d'acide chlorhydrique (HCl) minéral, - 204 kg de Polytenid (additif) en bidons de 34 kg, - 1,02 tonnes de Zincarev en GRV, - 90 kg de Zincarev Blok en fûts de 30 kg.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant a présenté un classeur de consignes à mettre en œuvre en cas d'urgence. Ce classeur initialement créé en 2010, a été mis à jour le 28/07/2022. Toutefois, l'inspection constate que des pictogrammes ne sont pas à jour. ⇒ L'exploitant mettra à jour les consignes avec les nouveaux pictogrammes de dangers selon le règlement (CE) n° 1272/2008 dans les plus brefs délais. Concernant la rétention des eaux d'extinction incendie, le site est équipé : <ul style="list-style-type: none">- d'un obturateur pneumatique avec bouteille CO2 par coup de poing (manuel),- de boudins absorbants dans certaines zones pour boucher les regards. En amont de l'obturateur, le site possède un bassin d'orage en béton (type nid d'abeille) de 160 m ³ localisé sous le parking VL à l'entrée du site. L'obturateur, installé en 2013 pour un DN200, est contrôlé tous les ans. Le dernier contrôle daté du 24 mai 2022 précise que la bouteille d'azote sera à remplacer en 2024. ⇒ L'exploitant prévoira de procéder au changement de la bouteille d'azote d'ici 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet